

nante, où nous avons aujourd'hui à compter avec un très sérieux adversaire.

Il y avait là un grave péril, dont notre gouvernement ne s'était pas assez inquiété. L'*Alliance française* s'est fondée précisément pour y parer. Elle a, partout où nous faiblissions, réorganisé la lutte. Elle a créé des écoles nouvelles et subventionné celles qui péricliteraient. Elle a soutenu de ses deniers tous ceux qui se présentaient pour être, dans les pays exotiques, les pionniers de notre langue et en même temps de notre civilisation et de notre influence.

Je n'ai pas besoin de vous dire que je suis un des membres les plus convaincus de cette association. Je lis toujours avec un vif intérêt le bulletin qu'elle publie de ses travaux, de ses progrès et de ses déceptions. J'y trouve des renseignements bien curieux, et quelquefois, hélas ! bien attristants sur les reculades et les pertes de notre langue. Le dernier numéro nous parle de la lutte qui, depuis tantôt un demi-siècle, est engagée entre le français et l'anglais dans les îles anglo-normandes. Vous savez qu'on appelle de ce nom les îles situées dans la Manche, à proximité de nos côtes, dont Jersey et Guernesey sont les principales. Victor Hugo les a rendues célèbres, et elles sont chaque année pour nos touristes comme un lieu de pèlerinage.

Il y a cinquante ans encore, le seul idiome réellement employé dans ces îles était ou le français, le français véritable, le français littéraire, ou le patois, qui sous des formes diverses, se rapprochaient des patois du Cotentin, ou du Maine, qui n'étaient par conséquent que des variétés du français. La langue anglaise n'était connue que de quelques citadins.

Eh bien ! c'est le bulletin de l'*Alliance française* qui en fait la constatation douloureuse : voilà qu'aujourd'hui la langue anglaise est prédominante à Jersey, dans les villes de Saint-Hélier et de Saint-Aubin ; à Guernesey, dans celles de Saint-Pierre et de Saint-Sampson, et qu'elle est en train de s'emparer même des campagnes.

Si cela continue, avant un demi-siècle, on ne parlera plus dans les îles anglo-normandes ni le français ni le patois ; l'anglais aura tout submergé.

* *

D'où vient cette révolution ?

De deux causes. Je ne donne la première que pour mémoire : car malheureusement nous n'y pouvons rien. Il y a dans ces îles une forte immigration anglaise ; le nombre des touristes de cette nation est très considérable ; vous savez que partout où s'installent les voyageurs anglais, ils y apportent, ils y imposent leurs habitudes, leurs mœurs et leur langue. A cette marée d'envahisseurs nous ne pouvons opposer un autre flot. Il faut en prendre notre parti.

Mais l'autre cause n'est pas de même hors de nos prises. C'est le système d'éducation qui a prévalu dans ces îles. Il paraît que sauf à Sercq, où le français est resté la langue fondamentale, partout ailleurs il n'est enseigné dans les écoles indigènes que comme une langue étrangère, par des maîtres anglais, qui ne tiennent pas à ce qu'elle soit sue.

L'école est tout en pareille affaire. Les Allemands l'ont bien compris. Dans les écoles primaires d'Alsace et de Lorraine, ils n'ont pas précisément supprimé l'enseignement de la langue française, ils l'ont réduit, ils l'ont anémié, si bien que l'usage de notre langue va d'année en année se rétrécissant jusqu'à ce qu'il disparaîsse. Les familles demeurées françaises de cœur le gardent avec un soin jaloux ; mais elles sont bien obligées pour les relations ordinaires de la vie de parler la langue du vainqueur : elles s'y plient, elles s'y accoutumant, et les générations nouvelles finiront par n'en plus connaître d'autre.

C'est ce qui arrive dans les îles anglo-normandes. Ecoutez ce que dit le bulletin de l'*Alliance française* :

"En dehors des campagnes, d'ailleurs très entamées, où le français et le patois se conservent plus par la tradition que par l'instruction, ils ne sont presque plus parlés. Presque jamais dans les villes les habitants, conversant entre eux, n'emploient l'un ou l'autre : c'est de l'anglais qu'ils se servent. L'anglais est devenu l'expression de leur pensée."

* *

C'en serait fait dans ces îles de la langue française, si par bonheur elle n'était la langue officielle de la politique et de la loi, comme l'anglais est devenu la langue du commerce et du foyer. C'est que la langue française est considérée par les habitants (par ceux qui réfléchissent, tout au moins) comme la garantie de leur autonomie.

"Du jour où, nous disait un habitant de Jersey, du jour où nous ne parlerons plus dans nos Chambres et à la cour royale que la langue anglaise, c'en sera fait chez nous de la coutume française de Normandie, c'est-à-dire de notre droit civil. Avec la loi anglaise, nous recevrons bientôt des juges venus d'Angleterre, et nos magistrats, ceux que nous élisons nous-mêmes, n'auront plus d'autre occupation que de planter leurs choux. Au lieu de nos Chambres, un parti influent réclamera la représentation directe des îles à Westminster ; adieu notre autonomie, adieu nos franchises de douane !"

Ces craintes (des craintes très fondées) maintiennent encore là-bas l'usage du français dans le monde officiel. Mais dans le monde officiel seulement. Et songez que sur 54,000 habitants à Jersey, il y en a 8,000 d'origine